



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport d'activité des services de l'État dans la Loire



1 Assurer la protection de la population	06
1 Prévenir le terrorisme, la radicalisation et sécuriser les grands événements	07
2 Assurer la sécurité au quotidien	08
3 Prévenir les risques	12
4 Gérer les crises	14
2 Soutenir les acteurs de notre société	16
1 Agir au plus près du terrain en accompagnant les collectivités territoriales	17
2 Agir pour l'économie en soutenant les entreprises et les emplois	19
3 Favoriser la cohésion sociale en accompagnant différents publics	21
4 Soutenir les associations, le sport et la culture	23
3 Accompagner les transformations de notre société	26
1 Accompagner la jeunesse pour en faire les citoyens de demain	27
2 Agir pour la transformation des territoires et des pratiques	30
3 Renforcer et accélérer la transition écologique	32
4 Répondre présent pour les usagers dans l'amélioration et la modernisation des services publics	34
4 Organiser l'expression démocratique : les élections présidentielle et législatives	36
1 Assurer la protection sanitaire des membres des bureaux de vote et des électeurs	37
2 Veiller au bon déroulement des élections	37

Éditorial

L'année 2022 a été marquée, encore une fois, par la forte mobilisation de l'État et de ses agents pour répondre aux nombreux enjeux et défis qui se sont présentés. Cette mobilisation passe par des actions immédiates et concrètes au service du territoire, mais aussi par une préparation de l'avenir. Dans ce cadre, la coordination de l'État avec les collectivités, le tissu économique et les acteurs associatifs a été essentielle et précieuse.

Dans la Loire, cela s'est incarné en matière de protection de la population. L'État a été présent sur de nombreux fronts : lutte contre le terrorisme et la radicalisation, préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques, prévention des risques et gestion de crises.

L'année 2022 a aussi été l'occasion de préparer les prochains grands événements sportifs qui vont se dérouler en France, et en partie dans la Loire : la coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024.

L'État a aussi pour mission de soutenir et d'accompagner les acteurs de notre société afin de favoriser la cohésion sociale.

Ainsi, cette année encore, il a apporté son soutien aux collectivités dans leur fonctionnement comme dans leurs investissements et a poursuivi son travail de contrôle, de conseil et de contractualisation afin de renforcer l'aménagement et l'accompagnement des territoires.

L'État a également soutenu les entreprises avec la poursuite et la clôture de France Relance et le lancement du plan d'investissement France 2030. De plus, les entreprises en difficultés ont pu bénéficier d'aides, notamment du fait de la crise énergétique.



Dans le champ de la cohésion sociale, l'année a en particulier été marquée par l'accueil des déplacés ukrainiens, mais aussi par l'accompagnement des associations, du sport et de la culture.

De plus, nous avons, en 2022, continué d'accompagner les transformations de notre société.

Dans ce cadre, la transmission de valeurs aux jeunes générations est essentielle afin de leur véhiculer des valeurs communes et de leur permettre d'être acteur de leur citoyenneté notamment via la poursuite du déploiement du Service National Universel.

La transition écologique, la préservation et la transformation de notre territoire sont des sujets essentiels pour notre avenir, à l'instar du sujet de l'eau qui a pris au cours de cette année une importance toute particulière.

L'État s'est aussi attaché, cette année encore, à améliorer, à adapter et à moderniser les services publics, notamment en accompagnant les usagers au plus près par la poursuite du déploiement des espaces France Services.

Enfin, l'État a également organisé en 2022 ces grands moments de respiration démocratique que sont les élections présidentielle et législatives.

Ce rapport, s'il n'aspire d'aucune manière à l'exhaustivité, permet d'illustrer la diversité des missions de l'État, notamment dans son rôle d'appui et d'accompagnement, tout en mettant en avant certains chantiers nouveaux ou particulièrement prégnants en 2022 et qui doivent nous mobiliser pour le futur dans l'élaboration d'un monde soutenable pour toutes et tous.

Alexandre ROCHATTE
Préfet de la Loire

LES PRINCIPAUX CHIFFRES



L'État dans la Loire

14 981

agents de l'État en équivalent temps plein
au service de nos concitoyens,
dont 74% affectés à l'enseignement
scolaire

**3,436
MILLIARDS D'€**

(dont investissements) dépensés
pour notre territoire



Assurer la protection de la population

838 108 €

au titre du Fonds Interministériel de Prévention
de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR)

29 JUIN 2022

1er Contrat de Sécurité Intégrée (CSI) dans la
Loire signé entre l'État et les communes de
Montbrison, Champdieu et Savigneux

15 MARS 2022

Signature du plan départemental de prévention
de la délinquance entre l'État, le procureur de la
République près le tribunal judiciaire de Saint-
Étienne et le Conseil départemental

**2,31
MILLIONS D'€**

de travaux engagés sur le barrage du Gouffre
d'Enfer et les digues de Roanne

6

activations du Centre Opérationnel Départemental (COD)



Soutenir les acteurs de notre société

**321,16
MILLIONS D'€**

versés aux collectivités locales au titre de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

18,98 MILLIONS D'€

de soutien à l'investissement à travers 5 fonds et dotations : FNADT, DPV, DSID, DETR, DSIL

10 NOVEMBRE 2022

Signature du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027

**PRÈS DE 392
MILLIONS D'€**

consacrés au plan de relance au 2 décembre 2022

11 JANVIER 2022

Signature du contrat départemental sur la prévention et la protection de l'enfance de la Loire entre l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'État et le Département

1237

personnes ukrainiennes déplacées accueillies

17 971

jeunes bénéficiaires du Pass'Sport

27 416

jeunes inscrits au Pass Culture



Accompagner les transformations de notre société

2

"cités éducatives" (Tarentaize Beaubrun et Montreynaud)

569

participants ligériens aux séjours Service National Universel (SNU)

AUTOMNE 2022

déclinaison ligérienne de la stratégie Eau-Air-Sol et du plan d'action sol 2023

43

structures engagées dans un retour d'expérience sécheresse dont les propositions ont été présentées lors du comité départemental de l'eau du 16 décembre 2022

JUILLET 2022

Obtention de la labellisation "Qual-e-pref"

22

Espaces France Services (EFS)



Organiser l'expression démocratique : les élections présidentielle et législatives

510 000

électeurs concernés

323

communes

671

bureaux de vote



Contrôle routier de lutte contre l'insécurité routière

1 Assurer la protection de la population

La sécurité est une préoccupation essentielle des Français. La mobilisation des services de l'État pour protéger au mieux la population est permanente. Elle relève de la compétence de nombreux acteurs, qui sont complémentaires pour couvrir tous les champs d'intervention. Dans ce cadre, on pense en particulier à la lutte contre le terrorisme et la

radicalisation, à la sécurisation des grands événements mais aussi à la sécurité du quotidien avec la lutte contre la délinquance, la sécurité routière et le secours aux victimes. Mais protéger, c'est aussi prévenir les risques dans toute leur diversité et leur complexité, et prévoir et mettre en place des dispositifs adaptés en cas de crise.

1 Prévenir le terrorisme, la radicalisation et sécuriser les grands événements

La menace terroriste reste à un niveau élevé dans notre pays, et ce depuis de nombreuses années. Aussi, les services de l'État réalisent des efforts importants pour protéger la population à travers la sécurisation des lieux sensibles et fréquentés, le suivi des individus présentant une menace et des dispositifs de prévention et d'évaluation des risques. Les grands événements sportifs de 2023 (Coupe du monde de rugby) et 2024 (Jeux Olympiques et Paralympiques) appellent également à une réflexion globale qui a été organisée en amont dès 2022 afin de s'assurer que ces rendez-vous soient des moments de fête et de partage.



Intervention de la directrice de cabinet de la préfecture lors de la session régionale de sensibilisation des professionnels de santé sur le thème de la radicalisation le 15 novembre 2022.



Lutter contre la radicalisation et le terrorisme

70

personnes inscrites au Fichier de traitement des Signalements pour la Prévention de la Radicalisation à caractère Terroriste (FSPRT)

127

personnes suivies par la Cellule de Prévention de la Radicalisation et d'Accompagnement des Familles (CPRAF)

48

structures suivies par la Cellule départementale de Lutte contre l'Islamisme Radical et le repli communautaire (CLIR) depuis 2019

225 950 €

alloués à la lutte contre la radicalisation et le séparatisme au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR)



Sécuriser les lieux

1

détachement de l'opération Sentinelle déployé en permanence dans le département

30

dossiers de grands rassemblements instruits

Lancement

des comités de pilotage et des groupes de travail pour la préparation des grands événements sportifs en 2023 et 2024

Le 31 décembre 2022, dans le cadre du dispositif de sécurité et de secours mis en place à l'occasion de la Saint-Sylvestre, la préfète de la Loire et la directrice de cabinet ont rendu visite aux soldats de l'opération Sentinelle sur la place Jean Jaurès.



Zoom sur la préparation de la coupe du monde de rugby et des Jeux Olympiques et Paralympiques

L'année 2022 a été mise à profit pour préparer les prochains grands événements sportifs. En effet, Saint-Étienne accueillera 4 matchs de la Coupe du monde de rugby et 6 matchs de football pour les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Pour accueillir au mieux les milliers de supporters attendus, et sécuriser ces événements, des comités de pilotage et groupes de travail spécifiques ont été mis en place. Ils réunissent, sous l'autorité du préfet, les divers partenaires concernés (forces de sécurité intérieure, collectivités, transports...).



2 Assurer la sécurité au quotidien

La sécurité est la première garantie que l'on doit à nos concitoyens afin qu'ils puissent exercer leurs libertés. La lutte contre l'insécurité est protéiforme et nécessite une mobilisation et une action continues de l'ensemble des acteurs du continuum de sécurité. C'est une mission quotidienne dans l'ensemble du territoire de la Loire.



Lutter contre la délinquance et l'insécurité

**Près de
40 000**

faits de délinquance constatés par les forces de sécurité intérieure

910

Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF), dont 162 pour le motif de trouble à l'ordre public

**15 mars
2022**

Signature du plan départemental de prévention de la délinquance entre l'État, le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Saint-Étienne et le Conseil départemental

**29 juin
2022**

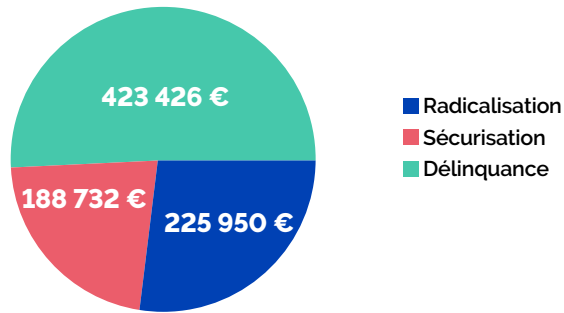
1er Contrat de Sécurité Intégrée (CSI) dans la Loire signé entre l'État et les communes de Montbrison, Champdieu et Savigneux



Signature du CSI entre l'État et les communes de Montbrison, Champdieu et Savigneux par le sous-préfet de l'arrondissement de Montbrison, le procureur de la République adjoint et le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire.



Prévenir pour protéger via Le FIPDR



Répartition des fonds du FIPDR par programme

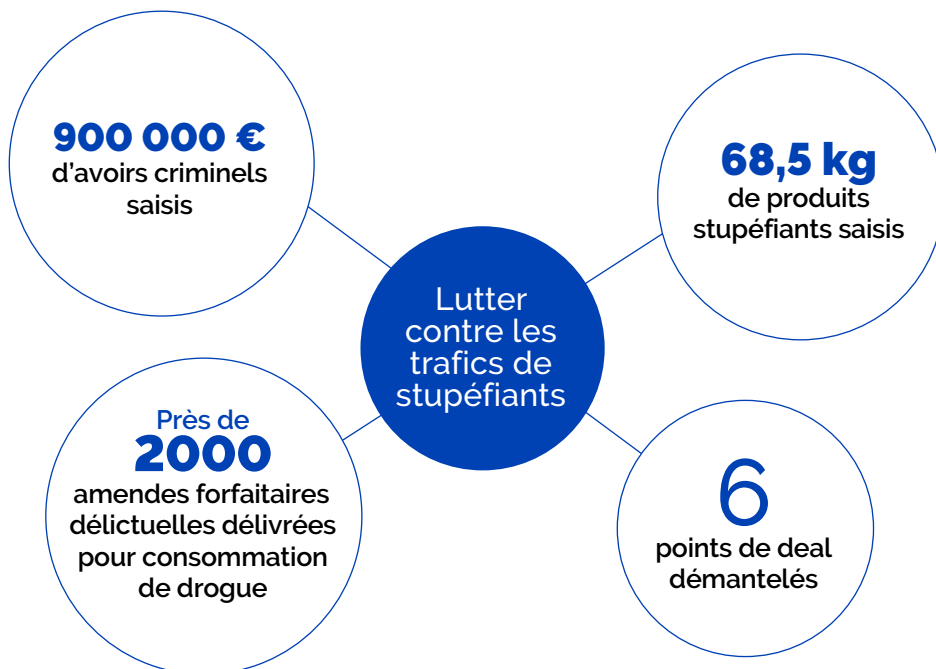
Zoom sur la présence renforcée sur le terrain et la vidéoprotection à la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP)

En matière de lutte contre la délinquance, l'occupation de la voie publique est un levier essentiel. À ce titre, la DDSP42 a doublé sa présence dans les transports en commun ainsi que les patrouilles pédestres sur la voie publique conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur.

De plus, le centre d'information et de commandement de la DDSP42 est, depuis 2022, doté du système de renvoi d'images de vidéoprotection nommé Belvédère. Ce dispositif permet d'augmenter très sensiblement le nombre de flux vidéo à partir des partenaires (vidéoprotections communales, STAS, Stade Geoffroy Guichard, ...) et d'augmenter la qualité des images envoyées.



Policier au sein du centre d'information et de commandement de la DDSP42



Lutter contre l'insécurité routière

L'année 2022 a été marquée par une forte reprise de l'accidentologie et de la mortalité routière. Les usagers vulnérables (piétons, cyclistes et deux roues motorisés) ont représenté la moitié de la mortalité routière. Les tranches d'âges les plus touchées ont été les 75 ans et plus, les 18-24 ans et les 25-34 ans. Dans ce cadre, les actions de contrôle et de prévention en zones police et gendarmerie sont d'une importance capitale.

Contrôler pour sécuriser les routes et les usagers*

- 7 751 délits
- 44 068 contraventions

Prévenir en sensibilisant

Actions dispensées par la gendarmerie

- 3 opérations alternatives aux poursuites visant notamment les distracteurs routiers (conduite avec un téléphone à la main...)
- 2 actions village « Sécurité'Aire » sur l'aire de la Loire de l'autoroute A89

Actions dispensées par la police

- Piste mobile d'éducation routière du club motocycliste de la police nationale déployée pendant une semaine au collège Marc Seguin à Montreynaud
- Sensibilisation à destination des utilisateurs de trottinettes
- Visibilité (séniors, adolescents, vélos)
- Éclairages et signalisation des véhicules



Le 30 juillet 2022, le sous-préfet de l'arrondissement de Roanne se trouvait sur l'aire de la Loire pour le village "Sécurité'Aire".



Secourir les victimes : le rôle central des sapeurs-pompiers

54 907
interventions
réalisées

76 007
sorties d'engins
de secours

48 630
victimes secourues

344 024
appels reçus
au 18 ou au 112

473

sapeurs-pompiers ligériens mobilisés au profit des Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Allier, du Gard, des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et de la Gironde

Zoom sur un événement climatique exceptionnel : orage pluie/grêle dans le Roannais et intervention du SDIS de la Loire

Le mercredi 22 juin 2022, un violent orage de grêle s'est abattu sur les communes de Roanne, Le Coteau et Perreux. L'événement a touché plusieurs entreprises et établissements recevant du public, mais aussi des exploitations agricoles et de nombreuses habitations.

660 interventions ont été réalisées par les sapeurs-pompiers sur une durée de 4 jours : bâchage de 6600 m2 de toitures et épouséement de nombreux locaux inondés.

Le SDIS de la Loire a mobilisé au total 46 engins, soit 240 sapeurs-pompiers. 2 équipes de télépilotes de drones du SDIS 63 ont prêté main forte aux moyens du SDIS 42 dans les actions de reconnaissance et d'évaluation.



3 Prévenir les risques

Le département de la Loire est exposé à des risques extrêmement variés. La première étape de la gestion de ces risques passe par la prévention, la planification et la mise en place d'outils de gestion de ces risques.



Gérer les risques technologiques et naturels

250

inspections au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) réalisées par la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) et l'unité interdépartementale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

1,78 million d'€

pour 13 dossiers de demandes de subventions du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)

492

avis "risques" dont 72% de favorables de la Direction Départementale des Territoires (DDT) sur des autorisations de construire

2,31 millions d'€

de travaux engagés sur le barrage du Gouffre d'Enfer et les digues de Roanne



En 2022 les travaux de maintien du niveau de sûreté du barrage du Gouffre d'Enfer se sont poursuivis.

Zoom sur la formation des élus

Afin de mieux appréhender les événements exceptionnels dans le domaine de la sécurité civile, les sapeurs-pompiers de la Loire ont proposé aux élus du département des formations gratuites à la gestion de crise en collaboration avec l'Association des Maires de France (AMF).

Le dispositif a été lancé fin 2021. Fin 2022, le bilan chiffré total s'établit comme suit :

- 38 sessions organisées
- 75 communes bénéficiaires
- 324 personnes formées





Prévenir les risques incendie et panique avec le SDIS

1072
dossiers instruits

929
visites d'Établissements
Recevant du Public (ERP)

30
présidences de jury d'examen
d'agents de sécurité (Service
de Sécurité Incendie et
d'Assistance à Personnes-
SSIAP)



Surveiller la sécurité sanitaire des eaux

4224
prélèvements du contrôle
sanitaire de l'eau destinée à
la consommation humaine

180
prélèvements du contrôle
sanitaire pour les eaux
conditionnées

852
prélèvements du contrôle
sanitaire de l'eau
des piscines

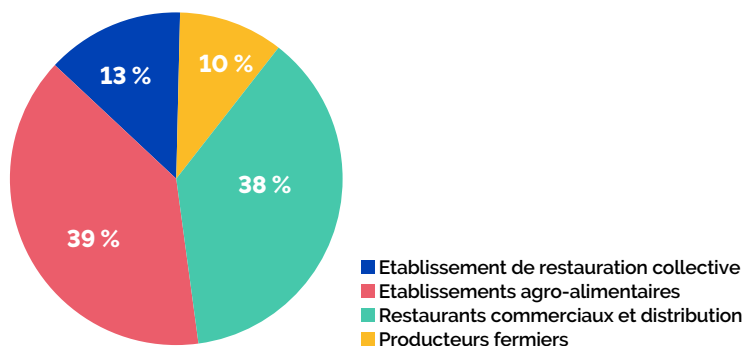


Surveiller la sécurité sanitaire des aliments

317 652
inspections de conformité des viandes de
boucherie en abattoir

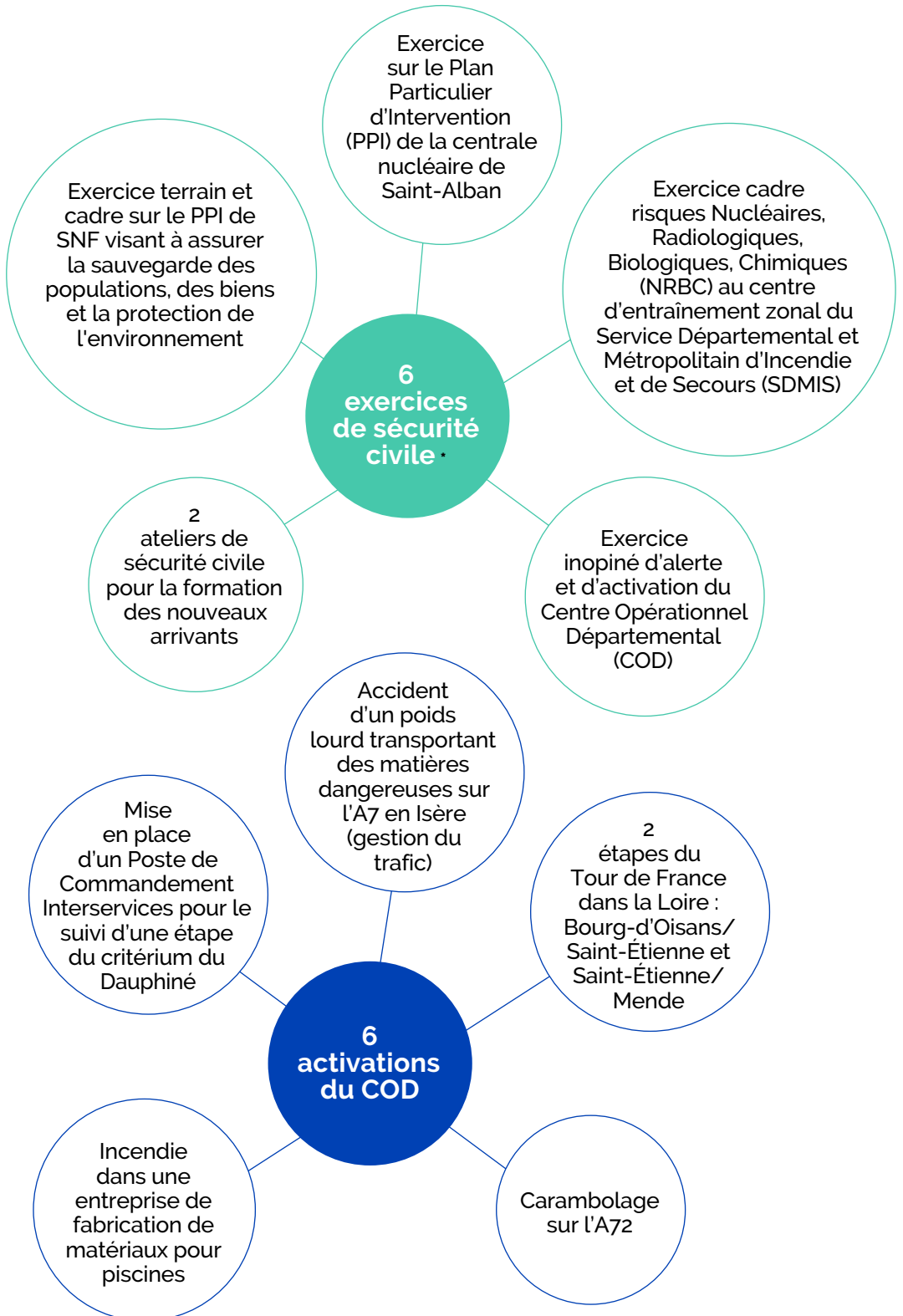
1476
prélèvements d'aliments pour vérifier
leur conformité

1060
inspections en sécurité sanitaire
des aliments dont :



4 Gérer les crises

En amont d'une crise ou d'un événement particulier, il est essentiel de s'entraîner et de connaître la marche à suivre pour agir au mieux si la situation se présente. Quand une crise survient, réactivité et travail d'équipe entre les différents acteurs du territoire sont nécessaires pour la gérer de la manière la plus efficace possible. Cela s'est encore confirmé cette année avec les événements de différentes natures auxquels le territoire a fait face.



* Exercices coordonnés par la préfecture (Direction des Sécurités, Service Interministériel de Défense et de Protection Civile)



Réunion de préparation du critérium du Dauphiné et du tour de France (sécurité, parcours et accès des secours...) le 26 avril 2022.



Actions de déminage et de diffusion d'alerte

70

demandes de déminages

22

messages d'alerte GEDICOM diffusés aux maires (vigilances météo)

9

arrêtés de circulation Plan Intempéries Auvergne-Rhône-Alpes (PIARA)

Zoom sur le carambolage sur l'autoroute A72 Veauchette

Le lundi 5 décembre 2022, un carambolage est intervenu sur l'autoroute A72, dans le sens Clermont-Ferrand-Saint-Étienne, avant le péage de Veauchette ayant donné lieu à l'activation du COD afin de coordonner les opérations de secours et la gestion du trafic routier. Ce jour-là le département était en vigilance jaune « neige et verglas » et les conditions climatiques étaient difficiles.

L'accident concernait 24 véhicules, dont 10 poids-lourds, 10 véhicules légers et 4 utilitaires. Il a fait 1 mort et 8 blessés dont 3 en urgence absolue. 19 personnes impliquées mais indemnes ont été conduites dans une salle communale d'Andrézieux-Bouthéon où un centre d'accueil des impliqués avec une cellule d'urgence médico-psychologique a été installé. Plus de 80 sapeurs-pompiers, 50 gendarmes, ainsi que les effectifs de la CRS autoroutière ont été mobilisés. Le plan Nombreuses Victimes (NOVI) a été activé.





Visite de la préfète de la Loire dans l'entreprise Richard Frères, spécialisée dans la fabrication de matériel médico-chirurgical, à Saint-Genest-Lerpt, pour une présentation des actions mises en place en lien avec l'égalité professionnelle le 8 mars 2022

2 Soutenir les acteurs de notre société

Le développement et la cohésion du territoire ligérien sont accompagnés par l'engagement de l'État aux côtés des acteurs qui le maillent et le font vivre.

Cela se traduit par le soutien aux collectivités dans leur fonctionnement courant mais également dans leurs investissements. Le dynamisme du département passe aussi par l'appui à l'économie afin de permettre aux

entreprises de s'installer sur notre territoire, de s'y inscrire durablement et de réaliser leurs projets. L'État favorise également la cohésion sociale en accompagnant les personnes qui en ont le plus besoin. Enfin, il œuvre pour développer les pratiques et projets associatifs, culturels et sportifs permettant ainsi de découvrir, d'échanger et de fédérer.

1 Agir au plus près du terrain en accompagnant les collectivités territoriales

Le soutien aux collectivités s'adapte aux réalités de terrain. Aussi, de la métropole stéphanoise aux zones rurales en passant par les villes moyennes, l'État, à travers différents dispositifs d'aide et de contractualisation, prend en compte la pluralité des situations et les besoins des territoires.



Visite du secrétaire général de la préfecture de la Loire, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Étienne, à la commune de Saint-Christo-en-Jarez le 25 août 2022.



Conseiller et soutenir les collectivités dans leur fonctionnement et leurs investissements

5416
actes prioritaires contrôlés au titre du contrôle de légalité

9
conseillers aux décideurs locaux à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP)

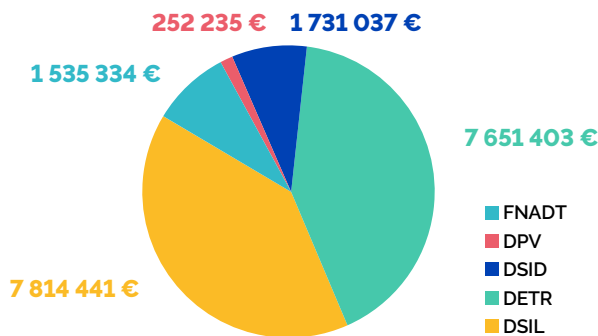
321,16 millions d'€
versés au titre de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

48,20 millions d'€
versés au titre du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA)

18,98 millions d'€

de soutien à l'investissement à travers 5 fonds et dotations :

Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT), Dotation Politique de la Ville (DPV), Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID), Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)



Zoom sur le filet de sécurité



Le "filet de sécurité" contre l'inflation a permis à des collectivités en difficulté de bénéficier d'un soutien de l'État pour faire face à l'augmentation de certaines dépenses telles que la hausse des dépenses constatées en 2022 au titre de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires et de l'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain, ainsi que l'achat de produits alimentaires. Dans la Loire, 42 communes et groupements de communes ont sollicité un acompte pour un montant global de 508 776 €.



**Un exemple de réalisation dans le cadre du CRTE :
Réhabilitation de la déchèterie de Pélussin**



Donner un cadre de cohérence aux projets de territoire à différentes échelles

1

Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 qui vise à participer à des projets d'aménagement du territoire, de soutien de l'activité économique et de préparation de l'avenir signé le 10 novembre 2022. Le CPER représente près de 4,4 milliards d'€ de financement à parts égales entre l'État et le Conseil régional. L'enveloppe Loire du CPER 21-27 (hors Saint-Étienne Métropole et volet mobilité) est de 150,89 millions d'€. L'enveloppe Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation pour les sites universitaires Lyon – Saint-Étienne représente près de 208 millions d'€.

8

Contrats de Relance et de Transition Écologique (CRTE) qui concrétiseront jusqu'en 2026 le partenariat entre l'État et les Établissements Public de Coopération Intercommunale (EPCI) autour de la transition écologique, du développement durable et de la cohésion sociale

17

centralités lauréates pour le programme « Petites Villes de Demain » visant à appuyer les villes de moins de 20 000 habitants pour apporter une aide aux projets de revitalisation

2

communes concernées par le programme national « Action Cœur de Ville » : Montbrison et Roanne

28

périmètres d'opération de revitalisation du territoire

Zoom sur la signature des conventions cadres du programme « Petites Villes de Demain »

Le programme « Petites Villes de Demain » a franchi une nouvelle étape avec la signature des conventions cadres. Elles déterminent un ou plusieurs périmètres d'intervention pour focaliser certains efforts à l'intérieur de ces zones tout en développant un projet de revitalisation impactant tout le territoire de la commune.



Signature de la convention Petites Villes de Demain par la préfète de la Loire en présence du Président de la Communauté de communes du Pays entre Loire et Rhône (COPLER) et des maires signataires de Saint-Symphorien-de-Lay, Neulise, Régny et Saint-Just-la-Pendue le 16 novembre 2022.

2 Agir pour l'économie en soutenant les entreprises et les emplois

L'année 2022 marque la fin du plan de relance et le lancement du nouveau plan France 2030. L'État continue à soutenir les entreprises et les emplois afin d'avoir une économie forte et dynamique capable de faire face aux difficultés et de s'adapter aux changements.



Favoriser l'insertion de publics en difficulté

212

emplois francs signés permettant à un employeur de bénéficier d'une aide lorsqu'il embauche un habitant d'un quartier prioritaire

6,35 millions d'€

consacrés à 10 entreprises adaptées accompagnant les personnes en situation de handicap

9,91 millions d'€

alloués à 52 structures de l'insertion par l'activité économique

696

Parcours Emploi Compétences (PEC) hors jeunes prescrits permettant de développer dans le cadre d'une activité professionnelle des compétences transférables ou mobilisables dans un autre environnement



Visite et présentation par la directrice de l'AFPA à la préfète de la Loire de l'AFPA et de la plateforme partenariale d'initiative locale avec le GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) BTP et Pôle Emploi dans le cadre de la semaine de l'intégration le 19 octobre 2022.



Accompagner et préserver l'emploi

3

services publics de l'emploi local déployés

104

entreprises ligériennes bénéficiant du dispositif d'activité partielle de longue durée pour 4200 salariés

32

entreprises rencontrées par la Déléguee à l'Accompagnement des Reconversions Professionnelles (DARP)



Bilan du plan de relance dans la Loire

Près de 392 millions d'€
consacrés au plan de relance*

640
lauréats et plus de 87 000 bénéficiaires

5 961
contrats bénéficiaires de la prime à l'embauche dans le cadre du plan "1 jeune, 1 solution"

7,8 millions d'€
investis pour renforcer la production nationale et soutenir l'implantation ou la réimplantation de certaines industries stratégiques et pour assurer la résilience et l'indépendance de l'économie française



Une quinzaine

de projets soutenus dans la Loire fin 2022 au titre de France 2030



Zoom sur *La Bricoleuse*, lauréate Manufactures de Proximité vague 2 Mars 2022

À Saint-Étienne, en 2016, le Crefad Loire (association d'éducation populaire)

s'installe dans un local situé à l'angle de la rue de la Ville et de la rue de la Résistance, en secteur quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). À l'échelle de cette rue, au cœur du quartier de l'ancien bourg historique, plus de la moitié des locaux sont alors vacants. Le projet, dénommé "Ici-Bientôt" consiste à expérimenter des modalités d'occupation de ces locaux pour redynamiser la rue, tout en créant de nouvelles activités. À la suite de l'appel à manifestation d'intérêt "Manufacture de proximités", ce projet, porté en consortium, est retenu dans la seconde vague de labellisation. La Bricoleuse est née, elle devient un espace-test d'activités artisanales, permettant la relocalisation de la production et la revitalisation du centre-ville de Saint-Étienne. Sur près de 1 000 m², ces lieux de productions, à l'échelle de la rue, s'adressent aux professionnels, apprenants et habitants autour de l'artisanat, du design et de la cuisine.



Soutenir les entreprises rencontrant des difficultés

8
dossiers déposés dans le cadre de la Commission départementale des Chefs de Services Financiers (CCSF) permettant à des entreprises de demander des délais de paiement portant sur les dettes fiscales et sociales

54
dossiers d'entreprises examinés par le Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI) afin de les assister dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions de redressement pérennes

43
demandes de restructuration de Prêts Garantis par l'État (PGE) introduites auprès du Conseiller Départemental de Sortie de Crise (CDSC)

Zoom sur les aides aux entreprises en matière de gaz et d'électricité

Pour soutenir les entreprises touchées par la hausse des prix de l'énergie intervenue en 2022, l'État a mis en place différents dispositifs d'aide qui varient selon la taille de l'entreprise et les difficultés rencontrées : bouclier tarifaire, prix de l'électricité limité à 280€/MWh, amortisseur électricité, guichet d'aides, report de paiement des impôts et cotisations sociales, étalement des factures d'énergie... Les Conseillers Départementaux à la Sortie de Crise (CDSC) de la DDFIP ont également accompagné les entreprises sur ces questions afin de les aider dans leurs démarches de demandes d'aides.

3 Favoriser la cohésion sociale en accompagnant différents publics

Afin de corriger les déséquilibres et de venir en aide aux plus fragiles, l'État développe une politique sociale forte et diversifiée visant à soutenir les différents publics et à leur apporter un appui et une réponse adaptés.



Lutter contre la pauvreté

2

Conventions d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et pour l'Accès à l'Emploi (CALPAE) conclues avec Saint-Étienne Métropole et le Conseil départemental

412 640 €

pour des projets financés hors contractualisation



Soutenir les quartiers prioritaires

3

contrats de ville avec Roannais Agglomération, Loire-Forez Agglomération et Saint-Étienne Métropole

2,84 millions d'€

de subventions de l'État dans le cadre de la Politique de la ville

450

projets soutenus



Permettre l'accès à l'hébergement d'urgence et au logement

1197

places d'hébergement d'urgence (+17 % en 4 ans)

1580

places pour l'hébergement des demandeurs d'asile et des réfugiés

60 377

logements sociaux

2 millions d'€

de subventions pour la production de logements sociaux publics

5989

ménages relogés dans le parc public

Zoom sur la signature, le 11 janvier 2022, du contrat départemental sur la prévention et la protection de l'enfance de la Loire entre l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'État et le Département

- Issu d'une forte mobilisation des services de l'État : Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), ARS, Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN) et des partenaires : Caisse d'Allocation Familiale (CAF), centres hospitaliers, gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux
- 19 fiches actions
- 1,36 million d'€ de soutien financier de l'État au Département pour la réalisation des actions



Accompagner dans un cadre judiciaire des enfants, des jeunes et des majeurs

La protection judiciaire de la jeunesse accompagne :

- 836 enfants suivis dans le cadre d'une mesure judiciaire d'investigation éducative au titre de la protection de l'enfance
- 730 enfants suivis par le secteur public ou le secteur associatif habilité dans le cadre d'une mesure de milieu ouvert au pénal

De plus, 10,26 millions d'€ sont financés par l'État pour les mandataires judiciaires à la protection des majeurs, qui accompagnent les personnes sous tutelle ou curatelle



La Maison de Protection des Familles lors d'une action de lutte contre les violences intra-familiales auprès des adhérents Harmonie Mutuelle.

Zoom sur la Maison de Protection des Familles du Groupement de Gendarmerie Départemental de la Loire (GGD42)

Cette maison effectue des actions de prévention sur différentes thématiques :

- 285 actions de prévention auprès de 6858 collégiens et lycéens sur les thématiques des addictions, violences, harcèlement, risques des réseaux sociaux
- Des soirées de prévention des violences intra-familiales auprès des étudiants de la faculté de Saint-Étienne, des adhérents Harmonie Mutuelle, des associations et des parents d'élèves.



Accueillir les déplacés ukrainiens

Depuis fin février et le début de la guerre en Ukraine, l'Europe, dont la France, ont accueilli de nombreux déplacés ukrainiens.

Les services de l'État de la Loire, en lien avec les collectivités et les associations se sont mobilisés très rapidement :



2

centres d'accueil à Saint-Étienne et à Roanne gérés par l'opérateur associatif Entraide Pierre Valdo, mandaté par la préfecture



1237

personnes ukrainiennes déplacées accueillies



1

pôle de 3 personnes à temps complet mis en place au Service des Migrations et de l'Intégration de la préfecture pour accueillir les déplacés Ukrainiens et délivrer les autorisations provisoires de séjour



26

actions financées pour l'intégration dont ont pu bénéficier les déplacés Ukrainiens : apprentissage de la langue, accès à l'emploi, accompagnement global...



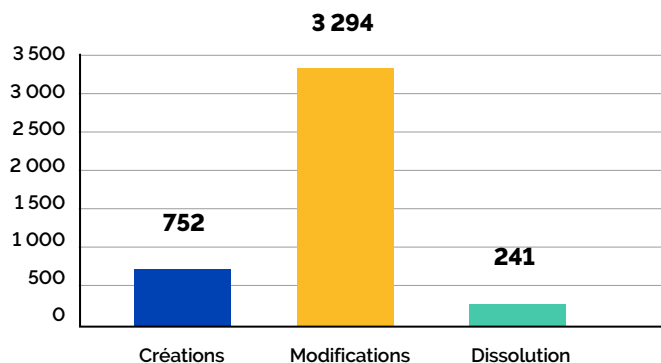
Réunion début mars avec les maires, le Conseil départemental et les parlementaires de la Loire pour préparer une réponse coordonnée pour l'accueil des réfugiés ukrainiens.

4 Soutenir les associations, le sport et la culture

Les activités associatives, ainsi que les pratiques culturelles et sportives sont essentielles dans le vivre ensemble, que ce soit en termes d'éducation, de cohésion, d'engagement, d'égalité des chances, de divertissement ou encore de santé... C'est pour cela que l'État accompagne les associations du territoire à promouvoir une diversité d'offres culturelles et sportives accessibles au plus grand nombre.

Une vie associative en mouvement

➤ **4287 dossiers** traités par les services de la préfecture et des sous-préfectures concernant des créations, modifications ou dissolution d'associations, dont 47 % via des télédéclarations.



Le Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA) pour accompagner au mieux les associations

- 343 113 € pour le volet "fonctionnement et projets innovants"
- 54 950 € pour le volet "formation des bénévoles"



Soutenir les associations sportives et la pratique du sport

697 500 €

de crédits État, gérés par l'Agence Nationale du Sport, ont bénéficié à près de 200 associations sportives

9

dossiers financés à hauteur d'un total de 2,18 millions d'€ pour les équipements sportifs

850 000 €

d'une subvention exceptionnelle octroyée pour la piscine de Saint-Just Saint-Rambert

17 971

jeunes ont bénéficié du Pass'Sport



Soutenir la promotion, la restauration et l'entretien des monuments historiques

14

dossiers attribués dans le cadre de la Fondation du patrimoine (11 labels et 3 souscriptions)

1,45 million d'€

pour le financement de 24 opérations de restauration de monuments historiques publics ou privés

76 908 €

pour 10 opérations d'entretien sur des monuments historiques n'appartenant pas à l'État



Soutenir la création artistique

3,91 millions d'€

en faveur de la création artistique hors plan de relance

1,58 million d'€

au titre du plan de relance afin d'accompagner le spectacle vivant

743 000 €

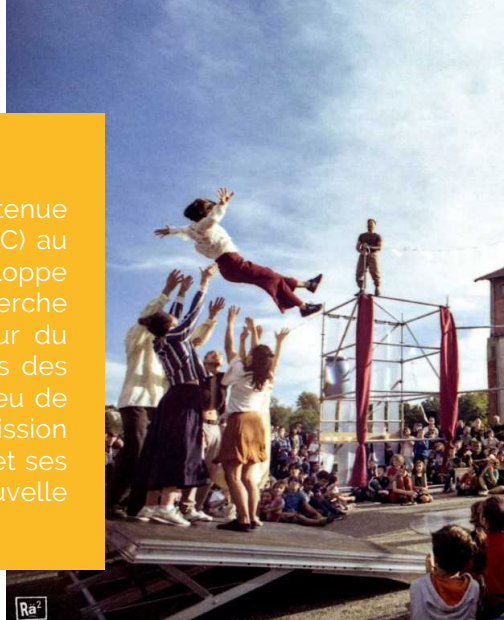
pour le dispositif "Jeunes en librairie"

42 500 €

dans le cadre du Plan théâtre pour renforcer les soutiens aux résidences artistiques

Zoom sur la compagnie Dyptik

La compagnie Dyptik, fondée à Saint-Étienne, est soutenue par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) au titre de compagnie conventionnée (2020-2022) et développe depuis plusieurs années un travail croisé de recherche chorégraphique et d'accompagnement artistique autour du Hip-Hop. Depuis 2014, la compagnie s'est installée dans des locaux mis à disposition par la ville de Saint-Étienne. Lieu de travail, c'est aussi un espace de rencontre, de transmission et d'échange autour de la danse. La compagnie Dyptik et ses partenaires souhaitent ainsi porter une dynamique nouvelle autour de la danse sur le territoire stéphanois.



Faciliter l'accès à la culture pour tous

27 416

jeunes inscrits au Pass Culture (5/17 ans et plus de 18 ans)

34

projets soutenus au sein de quartiers politique de la ville

20

projets accompagnés pour le programme Culture/Justice

10

projets aidés dans le cadre de la culture, du handicap et de la santé



Zoom sur une action au plus près du territoire avec l'association Carton Plein

L'association Carton Plein conduit une recherche-action sur plusieurs territoires en France, collectant récits et expériences autour du vieillissement. Avec des approches créatives et sensibles, l'équipe (sociologues, artistes, designers...) s'intéresse aux métiers

de l'accompagnement, du soin et de la santé, dont la pratique a été bouleversée par la crise sanitaire, et enquête sur les formes de solidarité informelle et d'entraide développées depuis. De 2021 à 2023, le collectif a mené différents temps de résidence sur le territoire de Loire Forez avec les agents et élus de l'agglomération, avec les personnels et résidents des foyers de résidence du territoire et notamment celui de Sury-le-Comtal. Ce projet a concerné plus d'une centaine de personnes et a fait l'objet d'une restitution à l'occasion du temps fort "Au bout d'ma life" imaginé dans le cadre du programme à la croisée des savoirs du Château de Goutelas - Centre culturel de rencontre situé à Marcoux.



Jeunes en SNU lors du défilé du 14 juillet 2022 à Saint-Étienne

3 Accompagner les transformations de notre société

L'État accompagne les temps forts et les changements qui s'opèrent dans notre société.

Pour cela, il est essentiel de donner aux jeunes les moyens de préparer au mieux leur avenir et de leur transmettre des valeurs communes. L'État intervient aussi dans la transformation des territoires et des

pratiques et joue, aux côtés de ses partenaires, un rôle moteur dans le plus grand défi de notre époque : la transition écologique.

Enfin, il s'assure aussi que les services publics dont bénéficient les usagers soient accessibles à tous et qu'ils s'adaptent aux nouveaux besoins et aux nouvelles attentes.

1 Accompagner la jeunesse pour en faire les citoyens de demain

L'école joue un rôle central auprès des jeunes en les instruisant, mais également en leur transmettant les principes de la vie en société et une culture commune. En complément et dans la continuité de l'école, il est important de développer chez ces jeunes le sens de l'engagement et du devoir. Enfin, l'État œuvre pour les accompagner vers l'emploi.



Dans la Loire on compte*

74 832
élèves dans le
1er degré

39 120
collégiens dont
1023 en Sections
d'Enseignement
Général et
Professionnel
Adapté (SEGPA)

16 960
lycéens
généraux et
technologiques

7832
lycéens
professionnels

49
élèves en
Établissement
Régional
d'Enseignement
Adapté (EREA)

Zoom sur la démarche "Notre école, faisons-la ensemble" initiée en 2022



L'éducation est une des thématiques retenues par le président de la République dans le cadre du Conseil National de la Refondation (CNR).

La démarche « Notre école, faisons-la ensemble » s'adresse à l'ensemble des membres de la communauté éducative. Méthode nouvelle, partant du "terrain", elle est destinée à accompagner les initiatives portées par les équipes éducatives en fonction de leurs besoins, sans chercher à généraliser les projets à grande échelle. L'objectif est de faire émerger des initiatives de nature à améliorer la réussite et le bien-être des élèves et à réduire les inégalités. Fin 2022, des écoles, collèges et lycées ligériens étaient déjà engagés dans cette démarche qui se poursuivra en 2023.



Soutenir les élèves en difficultés dans le cadre de la politique de la ville

2

"cités éducatives" (Tarentaize Beaubrun et Montreynaud) visant à mobiliser la communauté éducative du territoire (écoles, associations culturelles, structures sociales, clubs sportifs) pour un meilleur accompagnement des jeunes les plus en difficulté scolaire

5

dispositifs de réussite éducative pour lesquels 580 676 € ont été mobilisés afin de permettre à des jeunes de bénéficier d'un soutien personnalisé en vue de leur réussite scolaire dans des domaines aussi diversifiés que la santé, l'accès à la culture, l'appropriation du langage...



Fresque réalisée au collège Marc Seguin de Montreynaud. Ce fut l'occasion de recueillir la parole des élèves, d'avoir un temps d'échange sur le langage, le sens des mots, les représentations associées aux images. Les élèves du collège et des écoles primaires attenantes ont pris part à ce projet éducatif qui associe un volet culturel et artistique avec l'appui de professionnels reconnus comme Ella et Pitr.

Des travaux cofinancés par l'État pour permettre aux étudiants de se former dans les meilleures conditions

- Campus Pierre Mendès France et regroupement des formations à Roanne
- Requalification du Campus Tréfilerie à Saint-Étienne
- Construction du Centre des Savoirs et de l'Innovation – Phase 2 à Saint-Étienne



Chantier du bâtiment - Campus Pierre Mendès France à Roanne



Favoriser l'engagement des jeunes via le Service National Universel (SNU)

Le SNU destiné aux jeunes français âgés de 15 à 25 ans se décline en 3 phases (séjours de cohésion dans un département autre que le sien, mission d'intérêt général, engagement facultatif de 3 mois à 1 an). L'objectif est de faire vivre les valeurs républicaines, renforcer la cohésion nationale, promouvoir la culture de l'engagement et renforcer l'insertion sociale et professionnelle.

Le SNU dans la Loire en 2022, ce sont :

- 569 participants ligériens aux séjours SNU hors département
- 841 jeunes issus d'autres départements venus effectuer leur séjour de cohésion dans la Loire
- 124 missions d'Intérêt Général correspondant à 858 places



Permettre aux jeunes femmes et aux jeunes hommes de découvrir les métiers de la sécurité civile et de la défense

13

sections
de jeunes
sapeurs
pompiers

5

classes
de cadets
de la sécurité
civile

1

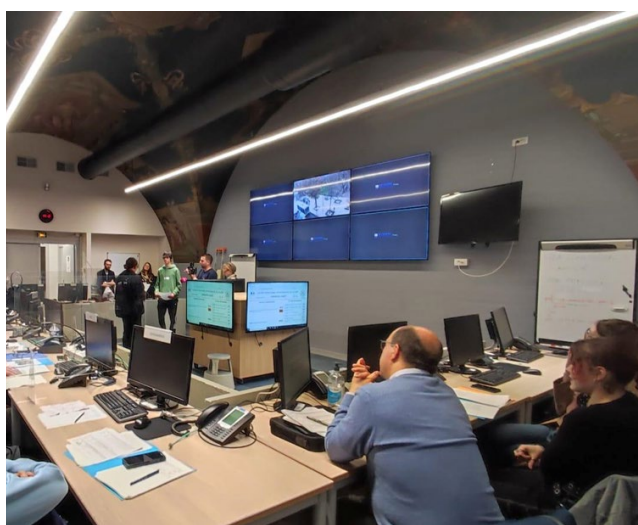
promotion
des cadets
de la
gendarmerie

1

centre cadets
de la Défense
et 2 classes
Défense en
partenariat avec
les ministères de
l'Agriculture et
de l'Éducation
nationale

2

centres de
Préparation
Militaire Marine
(PMM) à Roanne
et Saint-Étienne



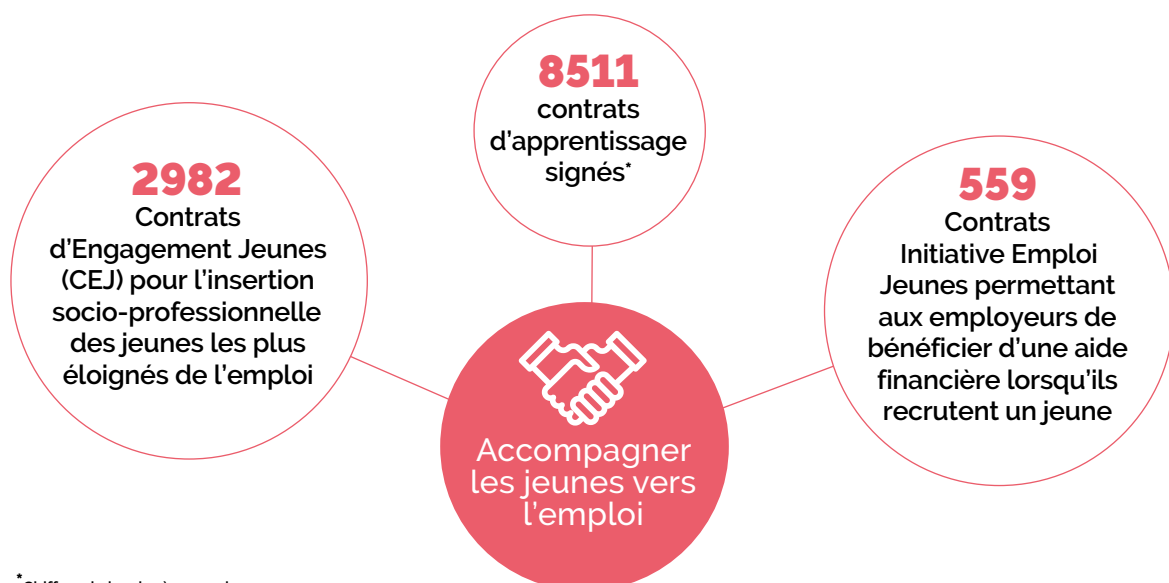
Zoom sur une action à destination des cadets de la sécurité civile : Découverte de la gestion de crise en préfecture

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC) de la préfecture et le SDIS 42 ont organisé le 9 décembre 2022 un exercice avec armement du COD par les cadets de la sécurité civile du collège Claude Fauriel de Saint-Étienne.

La représentation des différents services dans le COD a été assurée par les élèves, tutorés par un policier, un gendarme et un sapeur-

pompier. La préfète et la directrice de cabinet ont également joué leur propre rôle.

L'objectif de cette initiative innovante était de faire découvrir aux cadets la gestion de crise, de les sensibiliser à la culture du risque et de leur faire découvrir les métiers de la sécurité et leurs missions.



* Chiffres de janvier à novembre 2022

Contrat d'Engagement Jeune

Zoom sur l'appel à projets "Contrat d'Engagement Jeunes – Jeunes en rupture"

Le but de cet appel à projets est d'identifier et de remobiliser des jeunes très éloignés de l'emploi et rencontrant des difficultés particulières et multiples (insertion professionnelle, santé, logement, mobilité...). C'est l'association Rimbaud, riche de son expérience avec l'appel à projets Invisibles 2, qui a été retenue pour porter cette action. Il s'agit d'un projet de niveau départemental qui regroupe les 5 missions locales, les structures de prévention, des structures d'insertion par l'activité économique, le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)... Ce projet a une durée de 18 mois et se donne comme ambition d'engager 210 jeunes dans un parcours CEJ.

2 Agir pour la transformation des territoires et des pratiques

L'État impulse et participe à la transformation durable de notre territoire et de nos pratiques que ce soit en termes d'aménagement, d'habitat, d'agriculture ou encore de bien-être animal.



Planifier et aménager le territoire ligérien

2

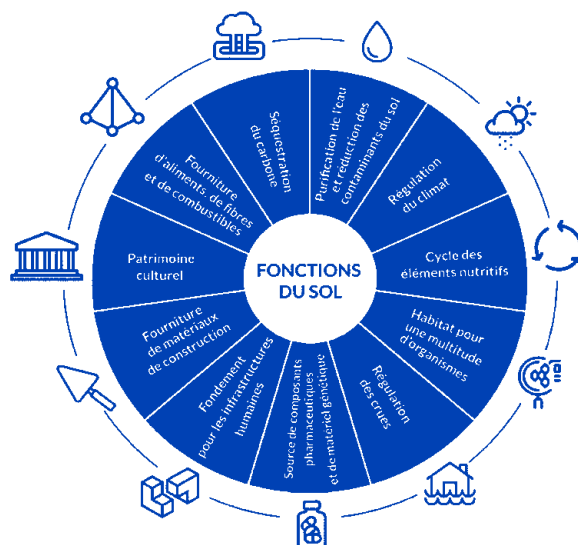
révisions générales et 14 révisions allégées/modifications de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) communaux instruites par la DDT

8

séances de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)

Automne 2022

déclinaison ligérienne de la stratégie Eau-Air-Sol et du plan d'action sol 2023





Adapter la stratégie de l'habitat aux enjeux locaux :

renouvellement urbain, redynamisation des centres, requalification du parc existant

4

Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) exécutoires et 2 en cours d'élaboration/réengagement

7

Opérations Programmées pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et 2 en cours d'élaboration

2

collectivités pilotes pour le plan de mobilisation des logements vacants : Loire Forez Agglomération et Roannais Agglomération



L'État en appui à l'agriculture

18 000

dossiers instruits relatifs à la politique agricole

10,8 millions d'€

d'aides aux investissements

4,9 millions d'€

d'aides à l'installation

3,4 millions d'€

d'aides directes aux entreprises agricoles suite aux calamités agricoles

Zoom sur la communication auprès des agriculteurs par visioconférence

Dans le cadre de la mise en place de la nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) en 2023, la DDT de la Loire a souhaité communiquer au plus tôt afin que chaque agriculteur puisse prendre connaissance des nouvelles règles. Pour la première fois, il a été proposé un webinaire présenté à plusieurs voix par l'équipe PAC le 2 décembre 2022. Cette communication a été couronnée d'un franc succès avec 128 participants connectés.



Contrôler le bien-être et la santé animale

99,89 %

de taux de réalisation de la campagne de prophylaxie

12

arrêtés de déclaration d'infection pour confirmation de maladie réglementée

292

vérifications de la conduite d'élevage et des conditions de transport des animaux

95

arrêtés de mise sous surveillance pour suspicion de maladie réglementée

132

contrôles en élevage portant sur la protection animale

4290

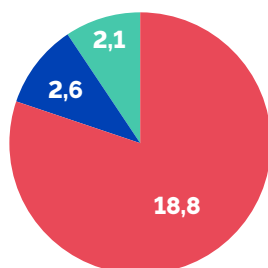
certificats pour les exportations et échanges d'animaux vers les autres pays

3 Renforcer et accélérer la transition écologique

Un des plus grands défis que nous avons à relever collectivement est celui de la transition écologique. L'évolution que nous opérons vers un modèle économique et social plus vertueux et responsable doit se poursuivre et s'accélérer. Pour cela, l'État accompagne les différents acteurs afin que des mesures adaptées puissent être prises à tous les niveaux.

Accompagner la transition écologique par le financement de projets via l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

23,5 millions d'€ d'interventions dont :



VILLES ET TERRITOIRES DURABLES

Territoires Engagés Transition écologique, Air, Transports et mobilités, Sites pollués

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Flux Ressources, Flux en entreprises, Éco-conception, Méthanisation, Déchets, Chaleur Fatale

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Bâtiments, énergies renouvelables, Décarbonation



Contribuer au développement durable des territoires

3

Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV)

5

Plans Climat-Air-Energie Territoriaux (PCAET)

8

CRTE intégrant l'ensemble des schémas, contrats et dispositifs qui concourent au développement durable sur un même territoire

8 décembre 2022

Comité Départemental de la Transition Énergétique (CDTE)

Zoom sur le premier parc éolien dans la Loire "les vents des Noës"

La France a défini par le biais de sa programmation pluriannuelle de l'énergie des objectifs ambitieux en termes de développement des énergies renouvelables. Dans la Loire, le parc éolien les "vents des Noës" (arrondissement de Roanne) est le premier qui, depuis 2022, commence à sortir de terre. Il se composera de 6 aérogénérateurs. Ce projet d'une puissance nominale de 17MW, présentera une production d'énergie annuelle de 42GW/h, ce qui correspond aux besoins domestiques de 20 000 habitants.



Préserver les espaces naturels et les espèces

9

sites identifiés dans le plan d'actions départemental de la Stratégie pour les Aires Protégées (SAP)

21

sites Natura 2000 soit 11,5 % de la surface du département

47,6 km

de linéaire de haies à préserver dans le cadre de l'instruction du projet d'Aménagement Foncier Agricole Forestier et Environnemental (AFAFE) de Marclopt

Gérer la ressource en eau : un enjeu central à court, moyen et long terme

L'année 2022 a été marquée par une sécheresse historique, prolongée d'une période d'étiage particulièrement longue, qui s'est étendue du printemps jusqu'à l'automne.

Le département a cumulé 146 jours de restriction, dont 132 en restrictions renforcées (crises incluses). 2022 a été l'année la plus restrictive à tout point de vue depuis 2003. En période de sécheresse hydrologique, les usages prioritaires sont l'alimentation en eau potable, la salubrité publique, la sécurité civile, et la survie des espèces présentes dans les milieux aquatiques.

Depuis 2016, seule l'année 2021 n'a fait l'objet d'aucune restriction : la répétition des sécheresses se confirme, et leur intensité est en augmentation régulière. Cela conduit à prendre différentes mesures immédiates et à réfléchir à la gestion de la ressource en eau sur le long terme.



Agir pour préserver et retrouver des milieux et une ressource en eau de qualité

304

instructions de dossiers "police de l'eau"

54

tournées de contrôle effectuées dans plus de 100 communes

8

arrêtés de restriction pour la période juin-octobre

10

réunions du comité de ressources en eau

1

comité de suivi hydrologique



Zoom sur la retenue de Grangent

Durant la sécheresse de 2022, la DDT a réuni chaque semaine l'ensemble des usagers concernés par la ressource en eau provenant du barrage de Grangent pour trouver des solutions adéquates à la bonne coexistence des usages : eau potable, hydroélectricité, irrigation ou encore activités de loisirs.

Organiser un retour d'expérience (RETEX) et préparer l'avenir dans des contextes de sécheresse amenés à se répéter et à s'intensifier

Un RETEX, qui a réuni pendant 3 mois 43 structures engagées dans la gestion de la ressource en eau, a été organisé. Ces travaux ont été restitués lors du comité départemental de l'eau du 16 décembre 2022, avec deux préconisations principales :



Comité départemental de l'eau du 16 décembre 2022

- **la révision de l'arrêté cadre sécheresse**, document qui détermine les seuils de déclenchement des 4 niveaux de restrictions en période de sécheresse : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise ;
- **l'élaboration d'une stratégie pour la gestion quantitative de la ressource en eau**, qui s'articule autour du partage de la ressource, de la connaissance et de la surveillance des milieux aquatiques, et de l'information des acteurs et du grand public.

Le Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) sur la Loire en Rhône-Alpes

Lors de la Commission Locale de l'Eau du 9 mars 2022, profitant de la révision du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE), le Conseil départemental et l'établissement public Loire se sont engagés dans un PTGE. Cette démarche constitue la stratégie de gestion quantitative de l'eau adaptée au changement climatique sur le territoire du SAGE Loire en Rhône-Alpes.

La phase d'état des lieux a débuté en novembre 2022 avec le lancement d'une étude globale portant sur 4 volets : l'hydrologie, le milieu, les usages de l'eau et le climat. La dynamique est donc enclenchée avec une participation active des partenaires. À l'issue de cette première phase de diagnostic partagé, la co-construction de la stratégie de ce projet territorial devrait aboutir courant 2025 à un engagement de l'ensemble des acteurs à une mise en œuvre du plan d'actions dont l'objectif est d'atteindre un équilibre à horizon 2050 entre besoins et ressources disponibles.

4 Répondre présent pour les usagers dans l'amélioration et la modernisation des services publics

Rendre le service public accessible à tous passe par différentes actions telles que la numérisation des services, mais aussi l'accueil de proximité afin de permettre aux usagers rencontrant des difficultés d'être accompagnés au mieux. Les services publics ont aussi pour objectif de s'adapter aux évolutions de la société et de garantir une qualité permanente.



Zoom sur le label "Qual-E-Pref" obtenu par la préfecture en juillet 2022

La préfecture de la Loire a passé son audit de labellisation qualité « Qual-E-Pref » en 2022 : le centre d'expertise et de ressources titres, le service départemental de la communication interministériel, le service des migrations et de l'intégration, l'accueil, le standard et le pôle des relations aux usagers ont été audités.

La préfecture a obtenu le label à la suite de la confirmation du respect de la délivrance d'un service de qualité aux usagers en ce qui concerne l'accompagnement et l'accueil sur tous types de support, la proposition numérique des démarches administratives et la communication auprès des usagers sur l'activité, les services et les résultats.



Dématérialiser tout en accompagnant

Février 2022

Le département intègre "Rendez-vous permis" permettant notamment aux auto-écoles de réserver en ligne des places d'examen pour leurs élèves

3

sites "points numériques permis de conduire-cartes grises" en préfecture et sous-préfectures ont aidé 9944 usagers à effectuer des téléprocédures

1

"point numérique immigration" ouvert en préfecture pour accompagner les usagers sur l'Administration Numérique des Étrangers en France (ANEF)

143

passesports d'urgence délivrés par le pôle relations aux usagers de la préfecture : raisons humanitaires, médicales ou professionnelles

107

cartes nationales d'identité électroniques délivrées par des agents de la préfecture et des mairies qui sont allés à la rencontre d'usagers ne pouvant pas se déplacer (EPHAD, Adapei, particuliers alités, centre de détention et maison d'arrêt)



Zoom sur le plan d'urgence Cartes Nationales d'Identité (CNI) et Passeports

Le Centre d'Expertise et de Ressources Titres - Cartes Nationales d'Identité et Passeports (CERT CNI-Passeports) Auvergne Rhône-Alpes, rattaché aux préfectures de la Loire et de la Haute-Loire, est chargé de l'instruction, pour l'ensemble de la région, des demandes de CNI et de passeports déposées par les usagers auprès des mairies habilitées.

En 2022, 1 357 812 titres ont été délivrés (42 % de plus qu'en 2021) en raison de la fin des mesures sanitaires de restriction des déplacements et du rattrapage des titres non délivrés pendant la crise sanitaire.

Un plan d'urgence a été mis en œuvre visant à accompagner les mairies dans leur mission et à maintenir des délais raisonnables de délivrance des titres. Cela s'est notamment matérialisé par la visite des services de la préfecture aux mairies équipées de dispositifs de recueil pour les accompagner de manière individualisée. Des audits de sécurisation des procédures et de sensibilisation à la lutte contre la fraude ont aussi eu lieu.

Dans le cadre de ce plan, le CERT 42 a également bénéficié d'une dotation de 120 "mois contractuels" afin de recruter des agents venant renforcer les équipes déjà en place pour réduire les délais d'instruction. De plus, 3 nouveaux dispositifs de recueil ont été déployés en mairie.



Offrir un guichet unique et au plus près du territoire grâce aux Espaces France Services (EFS)

22

EFS labellisés pour accompagner les usagers dans les démarches administratives du quotidien

3

structures revêtent une dimension multi-sites : Balbigny et Panissières / Sury-le-Comtal, Verrières-en-Forez et Chalmazel-Jeansagnière / Charlieu et Pouilly-sous-Charlieu

1

offre itinérante en cours de déploiement au sein des cantons de Sorbiers et de Rive-de-Gier, du quartier prioritaire de Tarentaise-Beaubrun et sur une partie de Loire Nord

Inauguration le 22 septembre 2022 de l'EFS multisites des communes de Sury-le-Comtal, Verrières-en-Forez et Chalmazel-Jeansagnière en présence du sous-préfet de Montbrison.





Mise sous pli réalisée en régie préfectorale pour le second tour des élections législatives

4 Organiser l'expression démocratique : les élections présidentielle et législatives

En 2022 ont eu lieu les élections présidentielle et législatives qui ont nécessité de la part des services de l'État une forte mobilisation. L'organisation de ces élections a notamment été impactée par

la situation sanitaire et par la mise en place d'un dispositif d'accompagnement renforcé des travaux de mise sous pli de la propagande électorale.

1 Assurer la protection sanitaire des membres des bureaux de vote et des électeurs

L'État a veillé à assurer, cette année encore, la protection sanitaire des opérations électorales.



7 464
bidons de gel
hydroalcoolique

9 800
autotests

27 120
masques
FFP2

312 000
masques
chirurgicaux

Zoom sur les coulisses des élections : la soirée électorale en préfecture lors du premier tour des élections législatives

Lors du premier tour des élections législatives le 12 juin 2022, 67 candidats s'étaient présentés dans les six circonscriptions de la Loire.

Après la clôture des bureaux de vote, un travail important a été réalisé en préfecture durant la soirée et la nuit afin d'assurer la fiabilisation, la centralisation et la remontée des résultats.

En début de soirée, les membres du corps préfectoral, élus, candidats et journalistes se sont retrouvés pour l'annonce des résultats. Ensuite, durant une partie de la nuit s'est tenue la commission de recensement des votes afin de comparer les votes que les communes ont saisi dans l'application informatique et ceux indiqués dans les procès-verbaux.



2 Veiller au bon déroulement des élections

Garant de la sincérité du scrutin, l'État intervient tout a long du processus électoral.



510 000
électeurs
concernés

323
communes

671
bureaux
de vote

116 000 plis,

soit 22 % de la mise sous pli du second tour des élections législatives effectués en régie préfectorale

Trombinoscope 2023

Préfecture (248 agents)



Alexandre ROCHATTE

Préfet de la Loire



Dominique SCHUFFENECKER

*Secrétaire général de la préfecture
Sous-préfet de Saint-Étienne*



Hugo LE FLOC'H

*Secrétaire général adjoint de la
préfecture
Sous-préfet chargé de mission
auprès du préfet*



Judicaële RUBY

Directrice de cabinet



Jean-Michel RIAUX

Sous-préfet de Montbrison



Hervé GERIN

Sous-préfet de Roanne

Services de l'Administration Territoriale de l'État



Élise REGNIER

*Directrice départementale des
territoires
188 agents*



Agnès COL

*Directrice départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités
91 agents*



Pierre CABRIDENC

*Directeur départemental par intérim
de la protection des populations
111 agents*



Christophe POLGE

*Directeur de l'unité inter-
départementale Loire-Haute-
Loire - Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
27 agents*



Sébastien DUMONT

*Directeur du Secrétariat Général
Commun de la Loire
69 agents*

Effectifs physiques au 31 décembre 2022

Sécurité/Armée/Justice



Jean HAYET
*Directeur départemental
de la sécurité publique*



**Colonel
Sébastien JOUGLAR**
*Commandant du groupement de
gendarmerie*



**Contrôleur général
Eric MEUNIER**
*Directeur départemental des
services d'incendie et de secours*



**Lieutenant-colonel Christophe
VAN DEN BOGAERDE**
Délégué militaire départemental



Dana SEIGNEZ
*Directrice départementale de la
Protection Judiciaire de la Jeunesse*



Sylvain BISSONNIER
*Directeur du service départemental
de l'office national des combattants
et des victimes de guerre*

Services hors Administration Territoriale de l'État



Francis PAREJA
*Directeur départemental
des finances publiques
845 agents*



Thierry DICKELE
*Directeur académique des services
de l'éducation nationale
13 349 agents*



Arnaud RIFAUX
*Délégué départemental de l'agence
régionale de santé
48 agents*



Jean-Marie RUSSIAS
*Chef de l'unité départementale de
l'architecture et du patrimoine
Direction Régionale des Affaires
Culturelles
7 agents*

Effectifs physiques au 31 décembre 2022

ANNUAIRE

■ Préfecture de la Loire

2, rue Charles de Gaulle
CS 12241
42022 Saint-Étienne Cedex 1
04 77 48 48 48

■ Sous-préfecture de Roanne

Rue Joseph Déchelette
42328 Roanne Cedex
04 77 23 64 64

■ Sous-préfecture de Montbrison

Square Honoré d'Urfé
42600 Montbrison
04 77 96 37 37

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

■ Direction départementale des territoires

2, avenue Gruner CS 90509
42007 Saint-Étienne Cedex 1
04 77 43 80 00

■ Unité départementale Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

2, avenue Gruner Allée C
CS 90509
42007 Saint-Étienne Cedex 1
04 77 43 53 53

CULTURE

■ Service départemental de l'architecture et du patrimoine

Direction régionale des affaires culturelles

La Loire Républicaine
16 place Jean Jaurès
CS 50007
42001 Saint-Étienne Cedex 1
04 77 49 35 50

DEFENSE

■ Délégation militaire départementale

Maison de l'armée
31, rue Voltaire
42014 Saint-Étienne Cedex 2
04 77 43 59 99

■ Service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre

Maison de l'Armée
31, rue Voltaire
42014 Saint-Étienne Cedex 2
04 77 91 14 18

ÉDUCATION

■ Direction des services départementaux de l'éducation nationale

11, rue des Docteurs Charcot
42023 Saint-Étienne Cedex 2
04 77 81 41 00

FINANCES PUBLIQUES

■ Direction départementale des finances publiques

11 rue Mi-Carême
42007 Saint-Étienne Cedex 1
04 77 47 87 04

SANTÉ

■ Délégation départementale Agence régionale de santé

4, rue des trois meules
42000 Saint-Étienne
04 72 34 74 00

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

■ Direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

3, rue Max Dormoy
42000 Saint-Étienne
04 77 49 22 60

■ Groupement de gendarmerie départementale

16, rue Claude Odde
42000 Saint-Étienne
04 77 91 63 22

■ Direction départementale de la sécurité publique

99 bis, cours Fauriel
42100 Saint-Étienne
04 77 43 28 28

■ Direction départementale de la protection des populations

10, rue Claudius Buard
CS 40272
42014 Saint-Étienne Cedex 2
04 77 43 44 44

■ Service Départemental d'Incendie et de Secours

8 rue du Chanoine Ploton
CS 50541
42007 Saint-Étienne Cedex 1

SOCIAL ET EMPLOI

■ Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

10, rue Claudius Buard
CS 50381
42050 Saint-Étienne Cedex 2
04 77 49 63 63

